



## Comité Technique des Services Judiciaires du 8 juillet 2021

### Déclaration liminaire

Monsieur le Directeur

Nous aurions préféré Monsieur le Directeur nous présenter aujourd'hui devant vous sous de meilleures auspices ... et un autre bilan.

Alors cette fois nous y sommes : la fin totale du confinement qui étrangement coïncide avec les calendriers scolaires a sonné en attendant l'agenda 2021-2022 les suivants, la prochaine vague et celles qui viendront ...

Mais si seulement il n'avait été question que d'atteintes aux libertés individuelles sous couvert d'intérêt collectif.

L'heure est donc au bilan de celles faites par ricochet aux fonctionnaires.

Alors que notre ministre et nous citons demande à qui veut l'entendre de "respecter la justice de ce pays" que fait-il pour nous ?

Tout, sauf de nous respecter nous tous, fonctionnaires de la justice.

Il nous :

- attaque : en remettant notre légitimité à être aux audiences, porte atteinte à notre vie privée en voulant nous filmer et ainsi nous exposer comme des pions !!!

- divise : entre corps et catégories, nous envoie ses sucres rapides soit disant moins bien payés que nous mais comme Saint Thomas nous ne croyons que ce que nous voyons et dans les faits personne ne nous le démontre ;

- accuse : de tous les maux de la lenteur de la justice pour justifier ses actes après l'avoir fortement ralenti avec ses acolytes à robes noires, d'user des moyens de défense mis à sa disposition quand il est avocat ou de chercher le vice de procédure pour qu'un criminel ressorte le soir même ;

- accule : par des réformes encore et toujours quasi instantanées sans moyens, sans méthodes mais hop la case "ça c'est fait" est belle et bien cochée ;

- clochardise : en ne recrutant pas, à nous demander toujours plus sans jamais penser à la revalorisation de la valeur de notre indice ;

- défie : en lançant des états généraux dès septembre pour réfléchir à une réorganisation de notre justice auxquels seraient associés fonctionnaires, avocats ... Tout à chacun ;

C'est dans ce contexte que s'est tenue le 29 juin la journée « portes ouvertes de la justice » afin que nous puissions tous montrer la réalité de nos conditions de travail à nos concitoyens, qui nous sommes, ce que nous faisons et avec quoi, ... et pourquoi notre justice peut être longue.

Notre garde des Sceaux dira également à qui veut l'entendre qu'il et nous citons "veut partir de ce ministère en se regardant dans la glace".

Aussi, nous ne pouvons l'inviter avant de partir pour son monologue d'aller à la rencontre de ses fonctionnaires parisiens qui à titre d'exemple croulent sous des piles de dossiers, finissent à 4h les audiences de l'après-midi, ne déjeunent pas, travaillent avec un traitement de texte de la préhistoire, pour certains en manteau l'hiver, font des malaises lors des fortes chaleurs de l'été, que d'autres sont laissés seuls sur la structure sans système de sécurité et doivent faire intervenir les forces de l'ordre, vivent dans des chambres de bonnes et n'en peuvent plus !!!

Nous pouvons légitimement au vu de ces faits factuels nous demander où est passé le budget historique qu'il s'était gargarisé d'avoir obtenu pour notre ministère ?

Mais il est vrai que lorsque l'on déclare 5 millions d'euros de patrimoine immobilier, que l'on fixe ses honoraires à 6 chiffres et que l'on est à la tête d'un ministère pour d'autres raisons tout en courant plusieurs lièvres à la fois, le sort des fonctionnaires lui importe peu et à plus fortes raisons lorsque l'on les méprise depuis toujours, comme chacun de vous autour de cette table le sait.

Notre ministre dira également que l "On ne juge pas des hommes sur des a priori". Effectivement, on les juge sur des faits, lesquels eux sont bien là.

Le SDGF / FO